

**Middle East - Suez story No  
37-40: Middle East - Suez  
story No 37-40 - 45**

*HS L 179:116a*



Dag Hammarskjöld's saml.

Middle East / Suez story - 40

---

13 Sept. 57

Eban, Abba (Perin. Represent. of Israel to  
the U.N.)

- 1 letter to D.H.
- 1 encl.

EMBASSY OF ISRAEL  
WASHINGTON, D. C.

שגרירות ישראל  
ושינגטון

September 13, 1957

Dear Mr. Secretary General,

Before our meeting on Monday I hope that you can help me in a matter affecting Mount Scopus. The UNTSO has rejected the inclusion in the next convoy of surgical and medical equipment for the present sick room. In any emergency our people would depend on the good graces of Jordan to facilitate urgent removal down to Jerusalem. There have been cases of severe injury to policemen and even U.N. Observers in that mine-ridden area.

The obstruction of such equipment is incomprehensible and inhuman. B.G. spoke to me about it in Jerusalem in sheer incredulity. He drew very broad deductions about UNTSO and UN which I am sure we should both wish to avoid.

It may be that the officer concerned is unduly cautious for jurisdictional reasons. That is why I have told Jerusalem that I am absolutely confident that you will solve the problem as soon as it is brought to your notice.

Yours very sincerely,

*Abba Eban*

The Secretary General  
United Nations  
New York, N.Y.

## MOYEN-ORIENT

"Pour assurer sa sécurité, Israël doit admettre dans les prochaines années, au moins 2 millions d'immigrants."

Ben Gurion, 11 août 1957.

### Un impératif de sécurité

C'est à un rythme de 100.000 immigrants par an (déclarations antérieures des porte-parole du Gouvernement israélien, programme des organisations sionistes, etc.) que cette immigration est envisagée. Cette immigration massive est un "impératif de sécurité", déclare M. Ben Gurion.

Chacun sait que la population actuelle d'Israël - 1.950.000 (875.000 en 1948) - ne doit <sup>en grande partie</sup> sa subsistance qu'à l'aide extérieure. Malgré les progrès remarquables réalisés en Israël, l'addition de 2 millions d'émigrants ne peut qu'accroître la dépendance d'Israël vis-à-vis du monde extérieur ...

"... Any Zionist call for more immigrants raises the question whether Israel can possibly absorb them within the limits of a territory that is no bigger than New Jersey and is half desert ...", écrit à ce sujet le correspondant du New York Times en Israël, Seth S. King, dans le numéro de ce journal du 25 août 1957. Il ajoute même : "Unless new sources are made available soon, agricultural expansion will have to be curtailed ...".

On sait, d'autre part, que toute immigration juive en Israël est considérée par les Etats arabes comme une preuve supplémentaire d'une volonté d'expansion des Israéliens, sans parler, pour eux, des modifications de frontières intervenues depuis le plan de partage de l'Organisation des Nations Unies de 1947. Enfin, la continuation et l'extension de l'immigration juive laissent de moins en moins d'espoir aux 900.000 réfugiés de Palestine de retrouver leurs terres et leurs maisons.

Il ne peut donc faire de doute qu'une politique d'immigration massive de Juifs en Israël rend :

1) De plus en plus difficile la situation économique intérieure en Israël.

2) De plus en plus difficile un règlement pacifique du problème du Moyen-Orient.

En résumé, d'une part, l'immigration massive de Juifs accroît la tension dans cette région du monde - en développant la crainte arabe - et conduira à l'éclatement <sup>des frontières</sup> (+) d'Israël; et, d'autre part, le renforcement du potentiel militaire des Etats arabes voisins d'Israël accroît les craintes légitimes d'Israël. Dans ces conditions, la tension ne peut aller qu'en s'accroissant dans cette partie du monde. En arrière-plan, l'opposition des intérêts entre les trois Grands occidentaux et l'Union soviétique facilite cette tension (l'enjeu : pétrole, communications entre l'Asie et l'Europe, porte sur l'Afrique).

Comment créer une paix (durable) dans cette région ? Un des facteurs les plus importants serait de créer un état de paix entre Israël et les Arabes.

#### Israël

Espère, avec le temps, trouver plus d'audience auprès des Occidentaux dans la mesure où certains Etats arabes se rapprocheront de l'URSS, mise sur les dissensions entre les Etats arabes et <sup>espère</sup> négocier séparément avec eux (le Liban sera le deuxième Etat à traiter avec nous, disent les Israéliens...). Cet espoir est vain.

#### Arabes

Les Arabes refusent tout accord, toute négociation même, avec Israël tant que :

- 1) le problème des réfugiés palestiniens ne sera pas réglé
- 2) tant qu'ils seront convaincus de la menace d'un expansionisme juif.

Pour lutter contre cette menace d'expansion d'Israël, les Arabes se déclarent prêts à accepter toute aide militaire extérieure, d'où qu'elle vienne. De plus, la méfiance qu'ils ont contre les Occidentaux (France, Grande-Bretagne, après Suez - Etats-Unis d'Amérique, aide à Israël) est un facteur capital.

(+) Mussolini, avant guerre, voulait empêcher la sortie des travailleurs d'Italie pour créer une situation telle que la surpopulation de son pays aurait posé les problèmes que l'on connaît.

Quelle solution peut-on entrevoir ?

a) Les Occidentaux peuvent penser qu'il n'y a aucun espoir d'entente avec les Arabes. Cette pensée conduira à un renforcement des liens avec Israël, qui sera considéré la "tête de pont" de l'Occident au Moyen-Orient, les trois Grands occidentaux établiront des accords militaires avec Israël, lui apporteront une aide économique plus large et faciliteront l'immigration juive en Israël.<sup>(+)</sup>

Cette solution accepte le fait de voir les Etats arabes se jeter dans les mains de l'URSS, sans permettre de parvenir aux objectifs des Occidentaux (pétrole - communications - verrou africain). ~~Elle~~ <sup>Elle</sup> aurait pour conséquence d'accroître encore la tension dans cette région et pourrait avoir des conséquences infiniment graves.

Cette solution ne devrait donc pas être retenue.

b) Solution négociée directement entre Israël et les Arabes

Pour les raisons données plus haut, il n'y a aucun espoir pour le moment de voir des négociations directes être établies entre Israël et les Arabes.

c) Solution imposée par les quatre Grands - Conférence à quatre -

L'opposition même des intérêts en cause dans cette région rendrait, à nos yeux, très difficile un règlement par une conférence à quatre. L'échec probable d'une telle conférence conduirait à un accroissement de la tension, sans rien régler des problèmes en cours.

d) Solution négociée directement entre les trois Grands occidentaux, d'une part, et Israël et les Arabes, de l'autre.

La méfiance des Etats arabes à l'égard de l'Occident se manifesterait très vite par une augmentation de l'hostilité de ces Etats à l'égard des Puissances occidentales.

Cette solution ne paraît pas valable pour le moment.

e) Solution arrêtée par les Nations Unies

Une proposition présentée aux Nations Unies aurait la force et l'autorité que lui donnerait l'Organisation, si une large majorité s'y ralliait.

(+) C'est la solution du type "fruit elle" !

Les bases de la solution préconisée

1) Garantir les frontières actuelles d'Israël

Les Nations Unies, sous l'impulsion des trois Grands occidentaux, s'engageraient à faire respecter les frontières actuelles de l'Etat d'Israël. Parallèlement à cette action, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France apporteraient leur garantie à cet engagement. Cette garantie, vitale pour la sécurité d'Israël, enlèverait à ce pays le postulat : "immigration pour sécurité".

2) Interdire ou limiter l'immigration juive en Israël

Pour ne pas limiter la souveraineté de l'Etat d'Israël, il faut que, sur la pression des trois Grands occidentaux, Israël prenne l'engagement de restreindre à un très petit nombre l'immigration juive sous le contrôle des Nations Unies. Ce sacrifice serait compensé par l'assurance que sa sécurité sera garantie (voir plus haut). Si Israël rompait cet engagement, la sécurité de ses frontières ne serait plus garantie par les Nations Unies ni assurée par les trois Grands Occidentaux.

3) Les frontières limitrophes des Etats arabes avec l'Etat d'Israël auraient la même garantie des Nations Unies et des trois Grands occidentaux.

4) Les Etats arabes s'engageraient à respecter les Juifs dans leurs territoires et ne ~~faciliteraient pas leur~~ <sup>les pousseraient</sup> exode.

5) Les ~~armements~~ <sup>armements</sup> destinés à cette région du monde seraient limités et contrôlés par les Nations Unies. (ban arund Tifati 1950)

6) Jérusalem serait internationalisée

Le territoire internationalisé serait suffisamment étendu pour permettre la présence militaire permanente des forces de l'UNEF.

7) Règlement du problème des réfugiés

a) Reprise symbolique par Israël d'une très petite partie de ces réfugiés.

b) Reclassement dans les pays arabes de ces réfugiés selon les besoins et les possibilités de ces Etats sous le contrôle et avec l'aide des Nations Unies.

8) Reconnaissance de l'Etat d'Israël par les Etats arabes et traités de paix

9) Aide économique accrue à l'ensemble des pays du Moyen-Orient sous le contrôle des Nations Unies.

Avantages pour Israël

- Sa sécurité, l'intégrité de ses frontières, seraient ainsi sérieusement garanties. Israël pourrait travailler en paix au développement de son territoire.
- Reconnaissance de l'Etat d'Israël par les Etats arabes. Création de relations commerciales.

Avantages pour les Etats arabes

- Quasi-suppression de l'immigration juive en Israël.
- Impossibilité d'expansion d'Israël au détriment des Etats arabes.
- Règlement du problème des réfugiés.
- Aide économique accrue sous l'égide des Nations Unies.

Les opposants

- L'URSS.
- Ceux qui, en Israël, ont des rêves d'expansion.
- Ceux qui, chez les Arabes, ont besoin de l'état de tension avec Israël pour maintenir l'unité arabe et fortifier leur situation intérieure.